

cela n'est pas arrivé. Il ne nous sert à rien de fermer les yeux à l'évidence et de ne pas reconnaître que Mackenzie et Mann ont créé et organisé un merveilleux réseau de ce chemin de fer, au Canada. Leur façon de se procurer les finances voulues a étonné tout le monde. Je ne comprends pas comment ils ont pu faire. Ils ont fait preuve de génie.

L'hon. M. LEMIEUX: Ils ont obtenu l'argent du Gouvernement.

M. CARVELL: Même si le Gouvernement donnait \$400,000,000 à mon honorable ami ou à moi, je crois que nous n'obtiendrions pas les mêmes résultats que messieurs Mackenzie et Mann. Je leur concède cela. Ils se sont montrés des financiers prodigieux. On ne leur rend pas généralement justice quant à la manière dont ils ont conduit ce côté de l'entreprise.

Un élément personnel admirable anime tout le réseau. Je connais un certain nombre de leurs employés et l'on me pardonnera de mentionner les noms de deux employés qui, après Mackenzie et Mann, sont probablement les plus compétents du personnel: je veux parler de messieurs Hanna et Moore. Ces derniers ont imprimé le cachet de leur personnalité, et l'on peut en dire autant de plusieurs autres—sur toute l'administration, de la base au sommet. Le Gouvernement peut prendre ce réseau et dire: "Nous allons garder Mackenzie et Mann et quelques-uns de leurs principaux employés", mais il ne pourra pas le faire. Du moment que ces employés comprendront que l'influence politique s'exerce dans leur administration, il ne s'écoulera pas six mois avant que ces administrateurs, sinon Mackenzie et Mann eux-mêmes, disent: "Nous ne voulons pas qu'un membre du Parlement congédie ou nomme nos employés, grâce à l'influence politique dont il dispose". Avant six mois, toute l'administration serait bouleversée.

Je ne vois pas l'utilité de se défaire de ceux dont la présence est absolument nécessaire à l'exploitation du réseau. Je crois que l'administration actuelle peut exploiter cette voie ferrée, mieux que le Gouvernement saura le faire. J'estime qu'on devrait fournir l'argent nécessaire au paiement des dettes de la compagnie et prendre autant de capital-actions qu'il y en a de disponible, en garantie additionnelle, non pas que je crois que ces actions aient la moindre valeur.

Je crois qu'on peut acquérir ainsi cinq sixièmes des actions. Le Gouvernement dé-

[M. Carvell.]

tenant cinq sixièmes des actions, se trouverait, sans conteste, en mesure d'exercer un contrôle, et si Mackenzie et Mann n'administraient pas le réseau d'une manière satisfaisante, le Gouvernement pourrait toujours intervenir. Il va sans dire que cela implique la question de savoir si le Gouvernement devrait ou non faire plus et acheter tout ce qui reste entre les mains de Mackenzie et Mann.

La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.

### Reprise de la séance.

M. CARVELL: Lors de la suspension de la séance, à six heures, j'indiquais les raisons pour lesquelles je suis opposé à la nationalisation des chemins de fer, en particulier, et des services d'utilité publique, en général. Je faisais observer qu'à mon sens, le Gouvernement devrait fournir l'argent absolument nécessaire pour maintenir le Nord-Canadien durant une année, et attendre pour savoir ce que l'avenir nous réserve. J'ajoutais qu'à mon avis, l'élément personnel dans la présente administration du Nord-Canadien jouait un grand rôle. Je crois encore que les administrateurs actuels peuvent exploiter le réseau et administrer ses finances beaucoup plus avantageusement que le Gouvernement. En parcourant l'état déposé sur le bureau, je constate qu'en ce qui a trait aux obligations arrivant à échéance durant l'année prochaine, il y a \$3,000,000 dus pour du matériel; environ \$10,000,000 d'obligations remboursables à Londres et d'autres sommes considérables payables à demande, au Canada. Il y a encore \$10,000,000 d'obligations payables à demande pour des emprunts contractés à Londres. De sorte qu'il y a de \$35,000,000 à \$40,000,000 d'obligations arrivant à échéance au cours de l'année, ou de dettes payables à demande. Du moment que le Gouvernement du Canada deviendra acquéreur des actions de la compagnie et fera du Nord-Canadien un chemin de fer de l'Etat, on peut être certain que toutes ces dettes seront payées jusqu'au dernier sou. Ceci ne souffre pas le moindre doute.

Le prix de l'argent augmente chaque jour et celui qui fait des placements à 4½ ou à 5 pour 100, sur la garantie du Gouvernement, demandera son argent parce qu'il trouvera d'autres placements plus avantageux, et le Gouvernement devra le rembourser.

Je prétends que si la compagnie du Nord-Canadien continuait à conduire cette entreprise, elle pourrait aller dire à ces gens: "Nous ne pouvons pas vous donner votre